

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du

16 AVR. 2014

mettant la société GDE – METALIFER Groupe Ecore Strasbourg en demeure
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 autorisant l'extension des installations de la société SERTIC à Strasbourg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de récupération et de traitement des métaux à la société SERTIC ;
- VU le rapport du 12 mars 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2014, il a été constaté que l'exploitant réceptionne des DEEE non dépollués qui seront broyés en l'état contrairement aux dispositions de l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2006,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}

La société GDE – METALIFER Groupe ECORE Strasbourg, dont le siège social est situé route de Lorguichon, 14540 ROCQUANCOURT, est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite au 3a route du Rohrschollen à Strasbourg de respecter sous un délai de 2 mois, les prescriptions suivantes :

Article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2006 :

« 10.3.3. – Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Pour l'application du présent article, les catégories de DEEE définies à l'annexe I du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 susvisé sont les suivantes :

- 1. Gros appareils ménagers.*
- 2. Petits appareils ménagers.*
- 3. Equipements informatiques et de télécommunications.*
- 4. Matériel grand public.*
- 5. Matériel d'éclairage (à l'exception des appareils d'éclairage domestique et des ampoules à filament).*
- 6. Outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes).*
- 7. Jouets, équipements de loisir et de sport.*
- 8. Dispositifs médicaux (à l'exception de tous les produits implantés ou infectés).*
- 9. Instruments de surveillance et de contrôle.*
- 10. Distributeurs automatiques.*

Les DEEE ne peuvent être acceptés en transit sur le site qu'aux conditions suivantes :

- l'exploitant justifie d'un contrat d'élimination avec un organisme agréé au titre de l'article 14 du même décret,*
- les conditions d'entreposage de ces déchets répondent aux prescriptions de l'annexe à l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, à savoir : les aires appropriées sont revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs ; si nécessaire, ces aires sont couvertes,*
- les quantités de DEEE ayant transité sur le site font l'objet d'une comptabilité spécifique au bilan annuel.*

Le broyage des DEEE non dépollués est interdit. »

Article 2

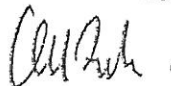
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société GDE – METALIFER Groupe ECORE Strasbourg, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'Inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.